



En cette rentrée 2011, ce n'est pas de gaieté de cœur que les Personnels ont repris le chemin de leurs écoles, de leurs établissements ou de leurs services. Cette dernière année scolaire du quinquennat s'annonce en effet particulièrement éprouvante pour eux. Elle le sera aussi pour les élèves qui vivent, année après année, une dégradation mesurable de leurs conditions de scolarisation. Depuis 4 ans, le ministère de l'Education Nationale a supprimé plus de 52 000 postes !

Toutes les réformes sont utilisées pour remettre en cause la qualité du système scolaire français.

Dans l'enseignement public, la **Lozère** n'a pas échappé à cette destruction programmée, rendant une vingtaine d'emplois de titulaires, tous secteurs et services confondus, et ce malgré une hausse des effectifs !

Dans le 1er Degré, la dotation départementale a été amputée de 7 postes, les mesures décidées ayant entraîné la fermeture de 8,25 Equivalents Temps Plein.

Dans le 2nd Degré, c'est une dizaine d'emplois d'enseignants qui a été supprimée (dont, officiellement, 2 Equivalents Temps Plein dans les collèges) et 7 postes d'Assistant d'éducation (surveillants). Enfin, les services administratifs ont aussi été touchés par des mesures puisqu'ils perdent l'équivalent d'1,5 poste (à l'Inspection Académique et en collège).

Même les personnels précaires, dont la situation n'est pas enviable, ont été durement frappés par la diminution des moyens. Le nombre de contrats aidés a très fortement chuté, passant de 143 à 61.

Le constat de rentrée, malgré le discours réconfortant de l'administration aggrave encore la situation par le fait que de nombreux postes ne sont pas pourvus.

- dans le 1er Degré, cette situation n'avait jamais existé jusqu'à aujourd'hui : 7 postes vacants et une situation extrêmement tendue pour le remplacement.

- dans le 2nd Degré, faute de recrutement suffisant, de nombreux postes sont restés vacants après les procédures d'affectations des personnels (CPE, Anglais, Documentation, arts plastiques ...). Une circulaire ministérielle confirmée par le préfet de Région bloque le recrutement de 20 personnes sur des contrats aidés ce qui rend impossible les missions de surveillance dans plusieurs collèges, et les missions de maintenance des réseaux informatiques !

Déjà de nouvelles suppressions sont annoncées. En effet, l'agence AEF a récemment confirmé que comme c'était prévu en juin (déclaration de *François BAROIN*) 14 000 emplois seraient supprimés à la rentrée 2012 dans l'Éducation Nationale. Cela représente notamment 12 250 suppressions d'emplois d'enseignants publics et 400 d'emplois administratifs, alors même que certains services ou établissements sont en situation de rupture.

En campagne électorale à La Canourgue le 21 juin dernier, le Président de la République, affirmait vouloir "sanctuariser l'école primaire" et s'engageait à ce que le nombre de fermetures de classes n'excède pas celui des ouvertures à la rentrée 2012. Pourtant, 5 700 disparitions d'emplois sont bien programmées. Cela se ferait notamment au détriment de l'enseignement spécialisé, donc des élèves en situation de handicap ou en difficultés scolaires lourdes. Dans les collèges et les lycées, les suppressions prévues aggraveraient des tensions déjà insupportables.

Une nouvelle fois, les choix budgétaires correspondent à un transfert masqué de moyens budgétaires au bénéfice de l'enseignement privé. 9 suppressions d'emplois d'enseignants sur 10 toucheront l'enseignement public. Scolarisant 16,9% des élèves, l'enseignement privé ne sera touché que par moins de 11% des suppressions. Cela représente, en ne tenant même pas compte des publics accueillis, un détournement de 747 emplois de l'enseignement public vers l'enseignement privé.

Dans ce contexte, les fédérations de l'Education Nationale **CGT, CFDT, FSU, UNSA** renouvellent leur appel à une mobilisation massive des Personnels pour défendre et promouvoir le Service Public laïque d'éducation dans le cadre de l'action unitaire interfédérale du 27 septembre prochain, pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Elles appellent les Parents à rejoindre cette mobilisation car les enjeux sont ceux des conditions d'exercice du métier pour les Personnels mais aussi et surtout ceux d'un avenir pour les jeunes.

Manifestation à MENDE le 27 septembre
Rassemblement à 11H00, Place Urbain V